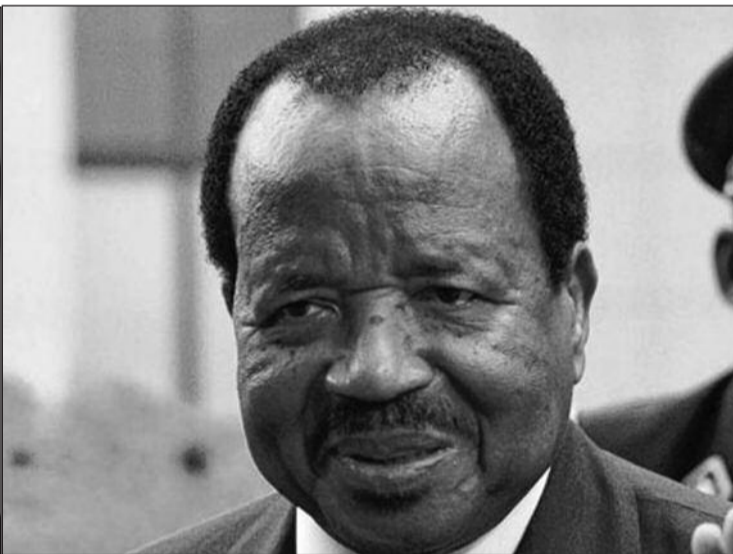


Tensions ethniques au Cameroun

La mise en garde de Donald Trump à Paul Biya



- Alors que Paul Biya venait à peine de prêter serment le 06 novembre dernier, les Américains ont publié un second communiqué depuis la présidentielle sur le Cameroun.
- Sur un ton martial, le département d'Etat demande au pouvoir de Yaoundé de mettre fin aux intimidations et autres agressions basées sur l'ethnie et l'appartenance religieuse. P.5

Bamenda

Les autorités annoncent la libération de 79 élèves enlevés

* 04 otages manquent encore à l'appel. P.2

Nécrologie

Vie et mort du ministre Amadjoda Adjoudji



P.5

Yaoundé

Les titulaires du Doctorat PHD prennent d'assaut le Minesup

P.9

Anglophone crisis

Ambazonians target state development corporations

P.3



Bamenda

Les autorités annoncent la libération de 79 élèves enlevés

04 otages manquent encore à l'appel.

Soixante-dix-neuf enfants enlevés lundi dans une école protestante de Bamenda, dans la région du Nord-Ouest en proie à des troubles séparatistes, ont été libérés, a annoncé à l'AFP Issa Bakary Tchiroma, ministre de la communication. « Tous les 79 élèves ont été libérés », a déclaré M. Tchiroma, qui n'a pas précisé, dans un premier temps, les conditions dans lesquelles cette libération a été obtenue.

Ces enfants de la Presbyterian Secondary School de Bamenda avaient été enlevés avec trois membres de l'encadrement de l'établissement. « Je ne sais pas encore ce qu'il en est pour les trois encadreurs », a affirmé le ministre de la communication. C'est le colonel Didier Badjeck, porte-parole de l'armée camerounaise, qui, dans un post, donne des détails : « Les 81 otages, élèves et encadreurs ont été retrouvés au petit matin à Bafut, abandonnés par leurs ravisseurs. Depuis hier, les terroristes ont été localisés sur renseignement et écoutes des conversations téléphoniques; les Forces de

Défense et de Sécurité avaient grosso modo circonscrit la zone de recherche », écrit-il. Ainsi, « après plusieurs reconnaissances engageant de gros moyens de surveillance notamment aériens, la zone de probabilité de la cachette s'est précisée sur la Presbyterian's school de Bafut. La zone a été bouclée et au regard de cette pression, les terroristes ont libéré les enfants. L'assaut a été proscrit pour ne pas faire courir de risques aux otages. Le communiqué officiel suit. Ce communiqué tient lieu de premier avis pour couper toute velléité de surenchère médiatique. En cas d'information additive ou contradictoire, nous vous ferons suivre l'information immédiatement, seul le communiqué officiel fera le bilan exhaustif de cette opération », ajoute-t-il. Leur libération a été confirmée par le ministre de la défense via un communiqué, qui ajoute que 04 otages manquent encore à l'appel car ayant été déplacés par les ravisseurs. Les recherches se poursuivent. C'était la première fois qu'un tel enlèvement de masse se produisait au Cameroun. Dans une vidéo de six minutes, onze garçons d'une quinzaine d'an-



Les élèves après leur libération

nées déclinaient un à un, en anglais, leur identité et indiquaient avoir été enlevés par les « Amba boys », les séparatistes anglophones.

Attaques contre des écoles

Dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, une crise sociopolitique sans précédent s'est installée fin 2016. Elle s'est transformée fin 2017 en conflit armé. Des affrontements

entre l'armée et des séparatistes, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produisent quasiment tous les jours depuis plusieurs mois.

Les séparatistes ont décrété un boycott des établissements scolaires, estimant que le système scolaire francophone marginalise les étudiants de la minorité anglophone du pays. Les attaques de séparatistes armés contre des écoles sont

nombreuses depuis le début du conflit. Mi-octobre, six élèves avaient été enlevés dans une attaque de lycée, également à Bamenda, selon des sources concordantes. Les autorités avaient démenti. Le jour de la rentrée scolaire, début septembre, un directeur d'école a été assassiné, un professeur mutilé et plusieurs lycées attaqués.

Kami Jefferson

Douala

Laquintinie lance les premières journées Scientifiques

Ouvertes hier, elles s'achèvent demain.

Les premières journées scientifiques de l'hôpital Laquintinie de Douala se sont ouvertes hier. Pendant ces deux jours, soit du 7 au 8 novembre 2018, il sera question d'aborder les problématiques liées au défi que pose la thématique de l'événement, mais aussi celle liée à l'analyse concertée des axes d'amélioration au niveau médical, infirmier, technique et organisationnel. D'où les dires du Pr Louis Richard Njock, di-

recteur de l'hôpital Laquintinie, selon lesquels cet événement constitue un terrain de remise à niveau.

Pour le Pr Calixte Kuate Tegueu du Comité scientifique, ces journées sont une occasion pour les médecins, bref pour les scientifiques qu'ils sont, de se former. Elles « permettent également de faire des propositions et des recommandations à la hiérarchie, d'améliorer la manière de soigner les malades et de comparer nos résultats à ceux des

autres », a-t-il indiqué. Cette manifestation a en effet pour but de rassembler et d'échanger entre des disciplines et des professions diverses, mais liées entre elles. Ceci grâce à l'objectif principal qui est d'améliorer la santé de la population de la ville de Douala. D'où les présentations des communications, soit 42 au total, sous des thèmes aussi divers que la pathologie des enfants, de la femme enceinte, la pathologie infectieuse, la chirurgicale et la vasculaire etc.

Organisées sous le thème « Les urgences médico-chirurgicales », les journées scientifiques de l'hôpital Laquintinie sont « un rendez-vous d'échanges d'expériences, du vécu quotidien et surtout de formation continue », explique Dr Jacques Narcisse Doumbe, président du comité d'organisation et par ailleurs conseiller médical au sein de ladite institution hospitalière. Pour lui, cet événement permettra au corps médical de Laquintinie de comprendre

plus certaines de leurs préoccupations dans la pratique médicale courante. Il s'agit donc d'« une grande première dans l'histoire de cette vieille dame qu'est l'hôpital Laquintinie », s'en réjouit-il. « Le thème retenu nous exhorte quelque soient nos difficultés à donner le meilleur de nous-mêmes pour la santé de nos populations tout en cherchant des meilleures conditions d'exercice de ce métier », a-t-il conclu.

Michèle Ebongue

Separatist fighters targets state development corporations as a way to cripple the economy

The kidnappings, torture, killings and destruction of properties by the separatist fighters as a means to force the government into negotiations, seems not working as they have now change strategies. The Ambazonians have therefore resorted to attacking the state development corporations as a way to make the economy fragile and force the government to bow down to their demands.

Just this week four men and two women working with the Cameroon Development Corporation (CDC) were rushed to hospital in Tiko after their fingers were chopped off by the secessionists. One of the victims, 27-year old Christopher Ongene said armed men attacked them Saturday evening while they were working on a rubber plantation in Tiko. "The people arrived when we were packing our bags and farm tools to leave. One of them shouted, how many times we have asked you not to work



here again. Then one of them ordered us to put our hands on tree trunks and they started cutting. Some of our colleagues who wanted to escape were

shot," he said.

Elsewhere in Ndop, Ngoketunjia Division of the North West region, the separatist attacked the Upper Nun valley Development Autho-

riety (UNVDA) renowned for rice production but unfortunately for them, the forces of law and order pushed them away. Many are those who have the im-

pression that these attacks will multiply and so government should take necessary measures to counter it.

By Amos Muang Nsah

Ngaoundéré 2^e

Des fournitures scolaires pour les élèves de la commune

Plus de 17 millions de francs Cfa, c'est la valeur des fournitures scolaires remis aux élèves de cette municipalité.

L'année scolaire 2018-2019, commence sous de bons auspices pour les élèves de la maternelle, du primaire d'une quarantaine d'écoles de la commune de Ngaoundéré 2e. Des fournitures scolaires composées de cahiers, d'ardoises, de sacs, de stylos, de crayons, de livres ont été remises aux élèves pour les accompagner durant cette année. Le geste de la

mairie de Ngaoundéré vise à soutenir l'éducation et aider les parents dans leurs charges. «L'éducation c'est le socle du développement. Eduquer la jeunesse, c'est éduquer la nation de demain. Nous nous sommes engagés à apporter notre pierre à l'édifice de cette nation et nous n'allons pas nous arrêter en si bon chemin », annonce le maire de la commune de Ngaoundéré 2e, Idrissou Abana. Pour les heureux bénéfi-

ciaires, c'est un geste motivant que vient de poser la commune de Ngaoundéré 2e. « Je suis heureuse pour ces fournitures que m'a remis le maire. Cela m'encourage à travailler davantage pour réussir à l'école et devenir une grande femme dans la République. Je veux que Monsieur le maire continue de nous aider encore », confie Aminatou Sadia, élève en classe de 4e. Le maire de cette commune qui a fait de l'édu-

cation l'une de ses priorités n'entend pas s'arrêter en si bon chemin dans son engagement à offrir de meilleures conditions de travail aux élèves. 37 mille tables ont été remises à des écoles de certains quartiers de la ville de Ngaoundéré et de la banlieue et des écoles construites. « Nous nous inscrivons dans une logique d'amélioration des conditions d'étude de tous les enfants de cette municipalité. Plusieurs

écoles dans les zones rurales de notre commune n'ont pas de salles de classe et dans certaines, les élèves sont assis sur des troncs d'arbre. Nous avons équipé ces écoles en tables-bancs et construit des salles de classes. D'ici la fin de l'année, toutes les écoles des zones rurales seront dotées d'infrastructures modernes», rassure le maire Idrissou Abana.

Louis Baassid

Gaschiga

La section RDPC Bénoué Nord-Ouest 1 réitère son soutien à Paul Biya

La section RDPC Bénoué Nord-Ouest 1, a profité du jour de la prestation de serment pour réaffirmer son soutien au chef de l'Etat.

Dans tous les coins et recoins de l'arrondissement de Demsa, militants, sympathisants et alliés du Rdpc se sont mobilisés. A Gaschiga, l'on a préparé minutieusement les deux événements, la prestation de serment et la célébration du 06 novembre 2018.

L'on a pu constater une communion parfaite entre les militants et sympathisants du Rdpc et le président Paul Biya. Après la prestation de serment du chef de l'état « *Les promesses faites par les militants et militantes du Rdpc de la section RDPC Bénoué Nord-Ouest 1, lors des dernières élections présidentielles du 07 Octobre 2018 ont été toutes tenues. Avec Paul Biya, notre parti vit et ambitionne les cimes du professionnalisme comme on le voit dans les grandes démocraties. Il sait aussi compter sur nous, parce qu'il sait que sans nous, le*



Des militants

RDPC n'a pas d'âme», reconnaît un haut cadre du Rdpc dans la Bénoué. L'essentiel des speeches du président de Section Rdpc Bénoué Nord-Ouest 1, tournait autour des maximes de respect mutuel, de paix du cœur, de

protection des intérêts communautaires, etc.. Pour le Dg de l'électrification rurale, chacun devrait faire valoir ses compétences pour que l'émergence du Cameroun fixée ne soit plus une utopie. Avant d'ajouter « La ville

de Gaschiga est devenu un arrondissement sous l'avènement de Paul Biya, Gaschiga a eu sa commune sous l'avènement de Paul Biya, avec Paul Biya nous avons eu du développement dans tous les domaines. C'est ce qui a

incité, l'arrondissement de Demsa à assurer un vote de 100% à Paul Biya au soir du 07 Octobre dernier», conclut le président de la section RDPC Bénoué-Nord-ouest 1.

Félix Swaboka

Faro et Déo

Des militants du Rdpc rallient les rangs de l'Undp

Les cadres de l'Undp ont organisé une grande cérémonie pour leur accueil à l'esplanade de la place des fêtes de Tignère.

A la veille de la cérémonie de prestation de serment du candidat élu du Rdpc pour un nouveau mandat de 07 ans, la section Rdpc du Faro et Deo I, vient d'enregistrer un départ massif des militants pour rejoindre l'Undp. Plus de 500 militants démissionnaires des sous-sections Ojrdpc du Faro et Déo centre, Est et Ouest ont été officiellement présentés le dimanche 04 novembre dernier aux responsables de l'Undp du département du Faro et Déo. Les démission-

naires évoquent entre autres raison de leur départ des rangs du Rdpc, le manque de considération de la base du parti dans les décisions de la marche du parti, la tricherie et les nombreux faux qui ont émaillé les élections du 7 octobre dernier. « *Je vous confirme solennellement ma démission des rangs du Rdpc pour des raisons multiples. Sachez que cette décision prend effet dès ce jour et elle a été décidé en mon âme et conscience sans aucune manipulation», écrit le président de la sous-section Rdpc Faro et Déo centre*

MohamadouTidjani. Pour le porte-parole des démissionnaires du Rdpc, leur décision témoigne le malaise au sein de ce parti dont les cadres ne leur offrent plus des opportunités d'épanouissement, ni de développement pour leur localité. « Depuis des années, les cadres du parti ont annoncé qu'ils allaient améliorer les conditions de vie des populations en réhabilitant les routes de nos villages et en construisant des forages. Rien de ces promesses faites n'a été réalisé. Les responsables de l'Undp, en un mandat, ont prouvé qu'ils

étaient des hommes d'action. La commune de Tignère s'est illustrée par ses réalisations en termes d'infrastructures de base sur le terrain au bénéfice des populations. Nous avons décidé de mettre fin à ce mensonge politique en se ralliant derrière l'Undp pour préparer les élections municipales et législatives à venir », a confié Alhadji MohamadouTidjani, l'ancien président de la sous-section Rdpc Faro et Déo centre 1. Pour le président de la section Rdpc Faro et Déo 1, cette « fausse démission » ne peut pas ébranler le

Rdpc qui prépare sereinement les échéances futures après la victoire du candidat Rdpc lors du scrutin du 07 octobre dernier. « C'est une opération de communication organisée par le maire de Tignère. Il veut se faire une santé politique ; voilà pourquoi il organise des cérémonies pour soi-disant accueillir les démissionnaires du Rdpc. Que ceux qui ont démissionné vous présentent leur carte de démission, là on leur croira», a déclaré Ibrahima, le président de la section Rdpc du Faro et Déo.

Louis Baassid

Conflit ethnique

Washington hausse le ton sur le Cameroun

Le pays de Donald Trump demande au régime de Yaoundé de trouver la formule pour mettre un terme à cela.

La montée des divisions ethniques au Cameroun inquiètent les Etats-Unis. Certains parlent de « *rwandatisation* » croissante du Cameroun. Alors que Paul Biya venait à peine de prêter serment le 06 novembre dernier à l'assemblée nationale, le département d'Etat américain a, une seconde fois depuis la fin de la présidentielle, commis un communiqué où il exprime ses vives préoccupations à propos de la montée des violences envisagée au Cameroun au lendemain de la présidentielle. Les Américains demandent au pouvoir de Yaoundé de mettre fin aux « *intimidations systématiques basées sur l'ethnie ou la religion* », peut-on lire. Ces tares, note le communiqué, ont notamment lieu à Yaoundé et Douala. Le ton employé par ce pressta-

tement est quasi-martial. L'emploi des termes « *must stop* » implique bien que pour les Américains, ces attaques basées sur l'appartenance ethnique qui ont actuellement pignon sur rue « *doivent cesser* ».

Dans le dernier rapport de International Crisis Group, il est indiqué qu'au-delà « *des tensions liées à la crise anglophone, il y a des signes évidents de tensions croissantes parmi les groupes ethniques du Cameroun. Tandis que les années de Biya au pouvoir semblent désormais comptées (il a 85 ans), toutes les parties pourraient être tentées d'attiser ces antagonismes en mobilisant leurs bases ethniques respectives pour accéder au pouvoir* ». Les divisions communautaires sont donc une réalité.

De même, le pays de Donald Trump exprime une



Donald Trump et Paul Biya

nouvelle fois ses préoccupations concernant la crise anglophone dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Les Américains accusent les forces gouvernementales de viser les civils et d'incendier leurs maisons. Tout

comme ils accusent les séparatistes de s'en prendre aux forces de défense. Ils appellent les belligérants à initier un dialogue sans conditions préalables. Or, dans son discours après sa prestation de serment le 06 novem-

bre dernier, Paul Biya n'a laissé aucune place au dialogue. Il a demandé aux sécessionnistes de déposer les armes, de peur de faire face à la rigueur de la loi et aux forces de défense.

Kami Jefferson

Nécrologie

Vie et mort du ministre Amadjoda Adjoudji

Le rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) perd son secrétaire général adjoint suivant un communiqué du secrétaire général du Comité Central rendu public hier.

L'ancien ministre Amadjoda Adjoudji est décédé des suites de maladie un peu plus tôt dans la journée du 07 Novembre 2018 à l'hôpital américain de Paris, en France. Le décès a été confirmé par le communiqué signé et rendu public le même jour par le Secrétaire général du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc).

Homme politique et homme d'Etat originaire de la région de l'Adamaoua, né en 1937, il quitte la scène à 81 ans. D'aucuns font état de ce que le docteur Amadjoda Adjoudji se serait écroulé dans son domicile, victime d'un malaise intervenu après la campagne électorale précédant le scrutin présidentielle du 07 octobre 2018. En évacuation sanitaire en France, l'homme politique va rendre l'âme peu de temps après.

Parcours terrestre

Le docteur vétérinaire a fait ses

études primaires à l'Ecole Rurale de Banyo et à l'Ecole Régionale de Ngaoundéré puis des études secondaires en Cours Complémentaires de Garoua et au Collège Moderne de Garoua où il obtient le BEPC. Au Lycée Général Leclerc de Yaoundé, il sort nanti d'un Baccalauréat, série Sciences expérimentales.

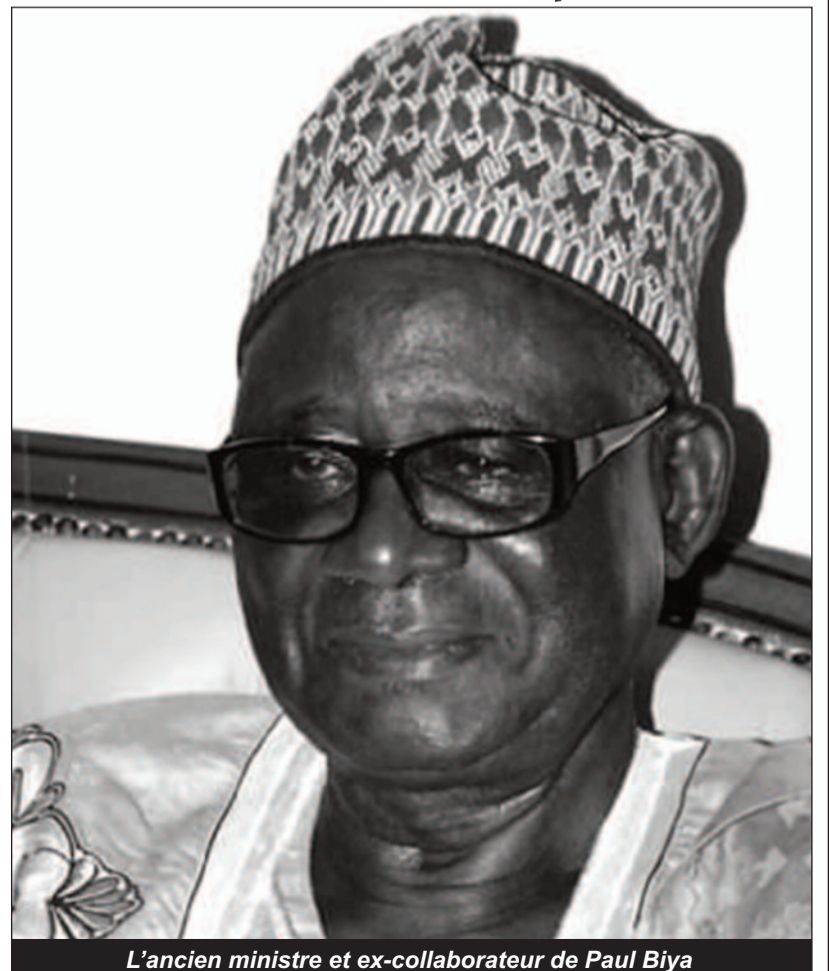
Après une année de préparation au Lycée François 1er de Fontainebleau, il est reçu au concours d'entrée aux Ecoles nationales vétérinaires françaises en 1963. De 1963 à 1967, il fréquente l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort.

En 1968, il soutient une thèse de Doctorat d'Etat en Médecine vétérinaire à la faculté de Médecine de Paris. Il est, par ailleurs, titulaire du diplôme de l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux (IEMVT).

En janvier 1969, le Docteur Amadjoda Adjoudji revient au Cameroun où il occupe les postes

d'Adjoint au chef de secteur Centre d'Elevage à Ngaoundéré de 1969 à 1974; chargé de la campagne trypanocide dans l'Adamaoua de 1969 à 1974; chef de sous-secteur Elevage de Ngaoundéré entre 1969 et 1972; chef de secteur Provincial de l'Elevage et des Industries Animales de l'Adamaoua de 1972 à 1974. Le 08 mars 1974, Amadjoda Adjoudji est nommé directeur général (DG) de la société de développement et d'exploitation des productions animales (SODEPA). Du 07 juillet 1984 au 08 décembre 2004, le docteur vétérinaire est Ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales. Secrétaire général adjoint du comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), feu Amadjoda Adjoudji a été président de conseils d'administration de l'Agence de régulation des marchés publics (Armp) et du Laboratoire vétérinaire national (Lanavet).

Hervé Ndongbong



L'ancien ministre et ex-collaborateur de Paul Biya

Tourisme

Les dépenses des touristes étrangers au Cameroun atteindront 581,2 milliards FCFA en 2028

Au cours de leur séjour au Cameroun en 2017, les touristes et autres visiteurs étrangers ont effectué des dépenses estimées à 337 milliards de francs Cfa, selon les statistiques fournies par le World Travel & Tourism Council (WTTC), forum mondial regroupant les opérateurs de l'industrie du voyage et du tourisme.

« En 2018, ce chiffre devrait croître de 3,9% et le pays devrait attirer 1 012 000 arrivées de touristes internationaux », précise cet organisme, qui projette une progression des dépenses des touristes étrangers au Cameroun au cours des 10 prochaines années, au rythme de 5,2% par an. « D'ici 2028, les arrivées de touristes internationaux (au Cameroun) devraient s'élever à 1 438 000, générant des dépenses de 581,2 milliards de francs Cfa, soit une augmentation de 5,2% par an », souligne le WTTC.

Oscar Onana



Les dépenses des touristes étrangers au Cameroun atteindront 581,2 milliards FCFA en 2028

Télécom

MTN Cameroun annonce officiellement une réduction de 10% de ses effectifs

Dans un communiqué officiel publié en début de semaine, la filiale au Cameroun du groupe télécoms sud-africain MTN International, révèle avoir lancé une « réorganisation structurelle de ses équipes [...] » qui conduira à une réduction de 10% de ses effectifs.

Ce communiqué intervient quelques jours après qu'une centaine d'employés de cette entreprise de téléphonie mobile ont reçu des lettres de licenciement. Cette séparation d'avec certains de ses employés, souligne MTN dans son communiqué, a obéi à la réglementation en vigueur au Cameroun. Pour rappel, depuis l'arrivée d'un 3ème opérateur de mobile dans le pays, en septembre 2014, MTN Cameroun est à la

peine. En l'espace de 5 ans, son parc d'abonnés a considérablement fondu, culminant à 6,9 millions d'abonnés à fin septembre 2018, contre 10 millions de clients, il y a cinq ans.

Au premier semestre 2018, MTN qui emploie directement environ 600 personnes a même perdu son leadership sur le marché camerounais, puisqu'il a été devancé sur le volume des revenus engrangés au cours de cette période par son concurrent Orange Cameroun.

O.O.



MTN Cameroun annonce officiellement une réduction de 10% de ses effectifs

Gestion publique

Selon le ministre des Finances, le «Cameroun fait partie des 15 pays les moins endettés de l'Afrique»

«Il me plaît de le dire avec force, pour tordre le cou à une fausse opinion mais largement répandue, que le Cameroun fait partie des 15 pays les moins endettés de l'Afrique, avec un taux d'endettement inférieur à 34% du PIB».

En s'exprimant ainsi le 25 octobre 2018 à Yaoundé, la capitale, lors du roadshow de l'emprunt obligataire 2018-2023 de l'Etat du Cameroun, Louis Paul Motazé, le ministre des Finances, entendait non seulement rassurer les investisseurs sur les marges de manœuvres dont dispose encore le pays en matière d'endettement, mais répondait aussi implicitement aux récriminations faites ces dernières années par le FMI, au sujet de la politique d'endettement du Cameroun. En effet, cette institution de Bretton Woods, selon laquelle «le Cameroun présente toujours un risque de surendettement élevé», selon un rapport publié en août 2018, reproche à la locomotive économique de la zone CEMAC un endettement accéléré depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE (Pays pauvre et très endetté) en 2006. Pour preuve, souligne le FMI, le stock de la dette du Cameroun vis-à-vis de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux a cru de 5% du PIB, depuis 2016.

Dans le même temps, ce partenaire du gouvernement camerounais s'inquiète de la tendance qu'affiche le pays, à privilégier l'endettement non concessionnel, au détriment

d'un endettement à taux concessionnel, réputé moins coûteux (taux d'intérêts de moins de 1%), en dépit des conditionnalités jugées souvent draconiennes.

Il en est ainsi des quatre premiers emprunts obligataires lancés par le Trésor public camerounais sur la Bourse des valeurs mobilières de Douala (DSX), entre 2010 et 2016, lesquels appels publics à l'épargne ont permis au gouvernement de mobiliser une enveloppe totale de 595 milliards de francs Cfa, à des taux d'intérêts annuels situés entre 5,5 et 5,6%.

Les émissions quasi-hebdomadaires de titres publics de court terme (13 à 52 semaines), qu'effectue également le gouvernement camerounais sur le marché des titres de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), depuis 2011, sont-elles aussi généralement assorties de taux d'intérêts oscillant entre 2,5 et 3,5%.

Dans les couloirs du gouvernement camerounais, l'on explique ce recours à la dette non concessionnelle par la flexibilité qu'elle offre à l'emprunteur en matière de décaissement et d'utilisation, laquelle flexibilité est aux antipodes de la rigidité des conditionnalités et autres procédures de décaissement



Louis Paul Motazé

des emprunts concessionnels, souvent mal maîtrisés par les gouvernements.

A titre d'exemple, selon les pointages de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), organisme en charge du suivi de l'endettement public au Cameroun, au premier semestre 2017, le pays cumulait auprès des bailleurs de fonds internationaux pratiquant généralement des taux concessionnels, une enveloppe de 4906,6 milliards de

francs Cfa de dette non décaissée, à cause, en partie, de la non maîtrise des procédures, souligne la CAA.

Au sujet du rythme d'endettement du pays qui inquiète le FMI, les autorités camerounaises ont toujours invoqué les critères de convergences en vigueur dans la zone CEMAC, qui autorisent les Etats de cet espace communautaire à s'endetter jusqu'à hauteur de 70% de leur PIB, ce qui offre encore d'importantes

marges de manœuvres au gouvernement camerounais en la matière.

Pour preuve, selon les récentes projections du FMI, «la dette publique [du Cameroun] culminerait à 38,7% du PIB, cette année [2018], avant de diminuer progressivement jusqu'à environ 33,6% du PIB, d'ici à 2023», ce qui est bien en dessous du plafond communautaire de 70% du PIB, autorisé dans la zone CEMAC.

Oscar Onana

Fiscalité

Le gouvernement camerounais disposé à implémenter 74 réformes fiscales proposées par le secteur privé

Dans le cadre de la préparation de la loi de finances 2019, le gouvernement camerounais a décidé de tenir compte de certaines propositions du secteur privé en matière de fiscalité.

Dans ce sens, le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) informe que, suite à ses propositions de réformes fiscales transmises au ministre des Finances (Minfi), Louis Paul Motazé, le 28 mai dernier, le gouvernement a finalement

donné un avis favorable à un ensemble de 74 réformes venant du secteur privé.

« Sur l'ensemble des propositions en matière de fiscalité de porte, c'est-à-dire la douane, 27 ont reçu avis favorable, 10, un avis réservé et 3 sont en perspective, soit un taux d'acceptation de

73%. En matière de fiscalité intérieure – c'est-à-dire les impôts –, sur 83 propositions de réformes, 47 ont reçu un avis favorable, 24 ont reçu un avis réservé et 12 sont en perspective, soit un taux de recevabilité de 71% », indique le Gicam.

Le Groupement inter-patronal ajoute que les re-

commandations validées dans le domaine de la « fiscalité de porte » sont relatives aux bases de taxation douanière, la rationalisation des facilités douanières, le renforcement des droits et garanties des redevables, la facilitation des échanges et l'amélioration de l'environnement des affaires.

Pour ce qui est de la fiscalité interne, les mesures approuvées concernent l'amélioration de la trésorerie et de la compétitivité des entreprises, le renforcement de la justice et de l'équité fiscale et la rationalisation des procédures fiscales.

O. O.

An 3 des ODD au Cameroun

L'Unicef et le Cinu insistent sur la Santé sexuelle et le dividende démographique

Cette stratégie prend au sérieux la jeunesse au regard du très fort taux de chômage dont elle est victime et des exigences de développement du Cameroun.

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance est une agence de l'Organisation des Nations unies (Unicef), invite les pouvoirs publics à « *capturer le dividende démographique qui est un cadre conceptuel de planification du développement encourageant un pays à préparer sa jeunesse à devenir économiquement productive et indépendante* » en combinaison avec la santé sexuelle et reproductive, « *la carence au niveau de l'information et des prestations* » constituant un obstacle majeur à l'épanouissement de la jeunesse. Avec le Centre d'Information des Nations Unies (Cinu), il insiste sur les quatre piliers que sont l'éducation et la formation professionnelle, la santé reproductive, les réformes pour l'emploi ou l'auto-emploi et la gouvernance.

Jacques Boyer, le représentant de l'Unicef au Cameroun, rappelle que les jeunes de 10 à 34 ans, soit 35% de la population, sont



Les responsables de l'Unicef, du Cinu et la jeunesse mobilisée

une cible privilégiée dans la mise en application des 17 ODD qui sont par ailleurs « *interconnectés* ». « *La jeunesse, cette tranche d'âge de la population fait face à des besoins spécifiques, multiples et complexes* », dit celui qui parlait en lieu et place de madame le coordinateur

résident du système des Nations Unies au Cameroun, Allegra Baiocchi. Certes, les journées portes ouvertes organisées le 07 Novembre 2018 au centre culturel camerounais arrivent plus d'un mois après l'entrée en vigueur des ODD. Mais elles n'occultent en rien leur im-

portance puisque ces derniers répondant aux défis auxquels les pays sont confrontés, notamment la pauvreté, les inégalités, les changements climatiques, la recherche de la prospérité, de la paix et de la justice.

A titre de rappel, c'est en 2030 que les ODD seront

évalués au terme de leur mise en œuvre. Ils ont succédé aux objectifs du millénaire pour le développement (Omd) qui sont arrivés à leur terme le 25 septembre 2015 sans avoir pleinement atteint leurs objectifs dans le monde.

Hervé Ndongbong

Kribi

La ville nouvelle se dessine

Les enquêtes publiques organisées à cet effet ont été lancées lundi dernier.

La cérémonie de lancement des enquêtes publiques d'aménagement de la ville nouvelle et de la zone industrielle du complexe industrialo-portuaire de Kribi organisée lundi dernier conjointement par la Communauté urbaine de Kribi et l'unité opérationnelle du complexe industrialo-portuaire de Kribi dans la salle des actes de cette collectivité décentralisée, n'a pas connu une grande affluence. Pourtant, l'importance de ce sujet concernant l'avenir de la ville de Kribi en plein essor économique et industriel

n'est plus à démontrer. Et les discours et les différentes présentations y relatives ont permis de le démontrer. C'est ainsi que dans son mot de bienvenue, le Secrétaire Général de la Communauté urbaine de Kribi M. Jacob Medjo Assako, a remercié le gouvernement pour avoir décidé d'implanter le complexe industrialo-portuaire à Kribi mais également pour les projets annexes qui développent cette ville et font sa fierté. Deux présentations ont été faites à la suite de ce discours. La première concernant le projet de la zone industrielle du port en eau

profonde a permis au coordinateur adjoint de l'unité opérationnelle du complexe industrialo-portuaire de Kribi, M. Hand Bahiol d'expliquer à l'assistance que cette zone est prévue pour occuper 20 mille hectares sur la superficie totale de 26 mille hectares attribués globalement à ce grand projet structurant.

Mais l'intervenant a précisé que depuis la phase initiale de ce projet, seuls 3000 hectares ont été dégagés pour l'installation des industries lourdes, moyennes, de recherche ou de développement. La deuxième

présentation concernant la ville nouvelle quant à elle a été faite par M. Maxime Ngally, Directeur de l'Urbanisme et de la Salubrité Publique de la Communauté urbaine de Kribi. De cette présentation, il en ressort que sur l'espace global de 6000 hectares attribué à ce projet, seuls 4000 sont facilement exploitables et que pour la phase pilote de ce projet, un espace de 680 hectares a déjà été dégagé dans la zone comprise entre les villages riverains du port en eau profonde que sont Eboundja 2 et LendéDibé. Un projet qui prévoit, selon le même interve-

nant, la construction de 9000 logements agréables où pourraient habiter d'ici 2040 près de 100.000 personnes travaillant ou vivant dans la zone portuaire. La phase des échanges qui a bouclé cette cérémonie a permis aux organisateurs d'apporter quelques éléments de réponses aux nombreuses préoccupations exprimées par certains participants qui portaient principalement sur le sort de la ville actuelle de Kribi après la réalisation effective du projet de cette ville nouvelle.

Jean Ismaël BEKILE

Yaoundé

Les titulaires du Doctorat PHD prennent d'assaut le Minesup

Ils ont fait le pied de grue hier à l'esplanade du ministère de l'enseignement supérieur, décidés à revendiquer leur statut d'enseignants dans les universités d'Etat.

Il est environ 12 heures lorsque nous nous rendons au ministère de l'enseignement supérieur. A l'esplanade, c'est une foule nombreuse de personnes qui nous accueillent, la mine triste. Il s'agit des titulaires du Doctorat sans emploi au Cameroun. Réunis en collectif dénommé « Revaloriser l'école par l'emploi des Docteurs » (REEPHD), ils sont venus à la rencontre du ministre de l'enseignement supérieur Jacques Fame Ndongo, pour revendiquer leur statut d'enseignant dans les universités d'Etat. « Si nous sommes venus ici, ce n'est pas pour une manifestation. Nous sommes là pour rencontrer le Minesup. Car, depuis que nous venons ici, c'est un de ses collaborateurs qui nous reçoit. Nous sommes partiellement satisfaits du fait qu'aujourd'hui, ce soit lui qui nous reçoive. Il nous a parlé et nous avons compris. Nous nous réservons le droit de déployer d'autres mesures à tout moment pour venir le rencontrer et peut-être aller ailleurs », a déclaré Dr Tamekem Moïse, vice-président du collectif.

En effet, les titulaires du Doctorat PHD sans emploi au Cameroun revendiquent un recrutement à leur intention. Car, certains d'entre eux ont soutenu leur thèse depuis 03 ans, voire 04 ans. Ils font des vacances dans les universités, vacances qui ne sont pas rémunérées. « Nous jonglons pour pouvoir survivre ». Ainsi, en décembre de l'année 2017, ils ont adressé une correspondance au président de la république. Puis en février dernier, le président de la république a autorisé un recrutement. « Le ministre nous a écoutés, il nous a rassurés que le dossier a été traité. Et actuellement, le dossier est à la présidence, attendant l'approbation du chef de l'Etat. On ne peut pas parler de satisfaction parce que nous tous ici espérons plus que ça. Mais je pense que nous devons cultiver un peu de patience. Mais à tout moment, nous allons rebondir pour avoir la suite. Nous sommes souvent reçus par le Secrétaire général. Mais aujourd'hui nous avons été reçus par le ministre lui-même », déclare Docteur Nsangou Moustapha, président du col-



Ils ont fait le pied de grue hier à l'esplanade du ministère de l'enseignement supérieur

lectif. Alors que nous poursuivons nos investigations, nous avons remarqué que tous les membres du collectif ne semblent pas vibrer en phase. « Notre feuille de route n'est pas respectée et nous sommes surpris. On a dit qu'on ne rentrerait pas d'ici sans être recruté. Nous savions déjà que le Minesup allait nous dire que ce n'est pas à son niveau. On s'est dit que dès qu'il tient ce

langage, on se dirige immédiatement au premier ministre. Et si ce dernier dit que ce n'est pas à son niveau, on part à la présidence. On est surpris que ceux qui sont à la tête du collectif disent qu'on est satisfaits », disent certains. « On est déçus parce qu'on a rien eu de nouveau. Tout ce que le ministre a dit, on le savait. On est ici pour rentrer avec une date », arguent d'autres.

Au moment où nous mettons cet article sous presse, une réunion venait d'avoir lieu entre le collectif et le directeur du dialogue avec les étudiants d'une part, et une deuxième rencontre entre le collectif et le Minesup. « Le Minesup, nous a dit qu'il a pris le dossier en main », nous a fait savoir le vice-président du collectif.

Rosette Ombessack

Pollution de l'air

Elle tue chaque année des milliers d'enfants dans le monde

Le dernier rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé publié récemment est inquiétant.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) vient de publier un rapport à la suite de la première conférence mondiale qui s'est tenue à Genève sur le thème « Pollution de l'air et santé ». Et cette fois-ci, les organisateurs ont mis l'accent sur les effets de la pollution sur les enfants. On savait déjà que la pollution entraînait chaque année des milliers de morts dans tous les pays et spécialement les plus pollués. On sait désormais que ce fléau des sociétés industrialisées cause la mort de 600.000 enfants chaque année.

Le lien entre la pollution et la mort de ces nombreux enfants est très facile à établir. Les enfants, plus proches du sol, subissent davantage les effets des gaz d'échappement des véhicules. Ce n'est pas tout : puisqu'ils respirent à un rythme plus rapide qu'un adulte, ils

assimilent beaucoup plus de particules fines nocives pour la santé respiratoire. Le rapport met aussi l'accent sur les effets de la pollution sur les femmes enceintes qui donnent naissance à des bébés plus souvent prématurés, au poids plus faible. En 2016, pas moins de 543.000 enfants de moins de 5 ans et 52.000 enfants âgés de 5 à 15 ans sont morts en raison d'infections aiguës des voies respiratoires. Et que dire du Cameroun ? On se souvient que l'année dernière, le pays de Paul Biya avait été classé champion de la CEMAC, en matière de la pollution de l'air. C'était à la suite d'une récente étude de la revue Scientifique The Lancet, sur laquelle s'était basée la revue Science et Avenir.

On a qu'à constater une insalubrité notoire dans nos différentes villes. Cas de la ville de Yaoundé, qui est soumise à une insalubrité qui ne dit pas son nom. Ceci, à



Insalubrité au Cameroun.

cause de l'incivisme de ceux-là qui jettent les résidus un peu partout polluant l'environnement. Au-delà de jeter des ordures par terre, commerçants, clients et passant

se servent des bacs à ordures comme des toilettes. Ce qui explique certainement la forte pollution aérienne due aux odeurs nauséabondes dans cette partie

de la ville. La situation n'est pas très différente dans les universités d'Etat, les hôpitaux, les administrations publiques...

Rosette Ombessack

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé
au Cameroun

Disponible
dans vos Kiosques
Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire

Football season 2018/2019: UMS of Loum hires a new coach

The head Coach of New Stars of Douala, Laurent George Djam, 2017 cup of Cameroon winner has agreed a deal and has signed a 1 year contract with Union Mouvement Sportif (UMS) of Loum in Yaounde this Wednesday November 7, 2018. Laurent George Djam has therefore replaced Dieudonne Nke who led the team to a second place finish last season.

The former Eding sport FC, Lion Blesse and Bamboutos FC gaffer's Entourage is set to begin a new challenge in Loum when the new elite one professional league begins late this November.

UMS is in the CAF Champions league and Young coach but very experienced coach Djam is expected to come in and give the club a good run in especially the CAF Champions league and why not fight for a league and cup title they have not won any in the last two previous seasons.

By Amos Muang Nsah



Coach Laurent George Djam.

Indomitable Lions head coach Clarence Seedorf has published the list of 23 players to challenge Brazil in a friendly

Clarence seedorf revealed the names of the preselected players on Wednesday and they have been called up to begin training ahead of the friendly Cameroon-Brazil on November 20 in London. Looking through this list, not all those who were on the list for the double confrontation against Malawi last October in the framework of the qualifiers of the African Cup of Nations (CAN) 2019 have been selected. Paul Georges Ntep, Vincent Aboubacar and Rames Akono are absent on the list, meanwhile there are some new names like Arnaud Djoum and Jeando Fuchs of Sochaux in France. Moreover, Jean-Armel Kana Biyick since the 2014 World Cup in Brazil makes his great comeback.

Here are the 23 summoned by Dutch duo Clarence See-

dorf and Patrick Kluvert against Brazil.

Goalkeepers: Andre Onana (Ajax aux Pays-Bas), Idriss Carlos Kameni (Fenerbahçe in Turkey), Fabrice Ondo (Oostende of Belgium)

Defence : Fai Collins (Standard Liege Belgium), Ngadeu Ngadjui (Slavia Prague, Czech Republic), Oyongo Bitolo (Montpellier of France), Jeando Fuchs (FC Sochaux Monbeliard of France), Yaya Banana (Panionios of Greece), Jérôme Onguene (Red Bull of Salzburg), Gaëtan Bong (Brighton, Angleterre), Jean Armel Kana Biyick (Kayserispor)

Midfield: Zambo Anguissa (Fulham, England), Georges Mandjeck (Maccabi Haiffa, Israel), Pierre Kunde Malong (Mayence, Germany), Petrus Boumal (Ural, Russia), Arnaud Djoum (Hearts FC)

Attack : Stéphane Bahoken (Angers, France), Eric Choupo (PSG, France), Toko



Clarence Seedorf, headcoach of Indomitable Lions.

Ekambi (Villarreal, Spain) (Astra Giurgi), Clinton Njie (China), Fabrice Olinga (Moeskron, (Marseille, France), Christian Belgium), Jacques Zoua Bassogog (Henan Jianye

By Amos Muang Nsah

Midterms/Usa

La Somali-Américaine Ilhan Omar, de la route de l'exil au Congrès des Etats-Unis

Aux États-Unis, la démocrate Ilhan Omar devient la première réfugiée somalienne et une des premières femmes musulmanes à entrer au Congrès. A 36 ans, la jeune femme vient d'être élue à la Chambre des représentants après avoir remporté le scrutin dans le 5e district du Minnesota.

Somali-Américaine, réfugiée, musulmane, le destin hors norme d'Ilhan Omar continue de s'écrire. Elle, qui a fui la Somalie à l'âge de 8 ans au début de la guerre civile et qui a passé quatre ans dans un camp de réfugiés au Kenya avant de débarquer aux États-Unis sans parler un mot d'anglais, est désormais une élue du Congrès. Son histoire illustre parfaitement le rêve américain.

Dans son discours de victoire, elle s'est même accordé un clin d'œil à son propre passé. « *Quand les gens vendaient la politique de la peur, de la division et de la destruction, nous on parlait de la politique du bonheur. Elle nous permet*

de combattre pour une Amérique où les gens peuvent voir un docteur sans avoir peur d'être ruinés. Une Amérique qui croit en les libertés religieuses, qui non seulement accueille les réfugiés et les immigrants, mais qui les envoie même à Washington ! C'est ça l'Amérique pour laquelle je vais me battre. » Militante des droits de l'homme, Ilhan Omar fait partie de l'aile gauche des démocrates. Elle prône un système de santé plus accessible, l'université gratuite, un port d'arme plus restrictif et des lois plus souples sur l'immigration. Son programme laisse présager une opposition farouche aux politiques du président Donald Trump.

Source Rfi Afrique



Ilhan Omar

Côte d'Ivoire

Grève dans le milieu hospitalier

En Côte d'Ivoire, depuis ce lundi les agents de santé des établissements publics sont en grève. Ils réclament des augmentations d'indices, des primes et des indemnités, dont certaines sont versées depuis l'an dernier à d'autres fonctionnaires. Ils dénoncent aussi leurs conditions de travail et le délabrement de certains établissements.

En ce mardi, dans la salle de consultation du CHU de Cocody à Abidjan, rares sont les patients à avoir tenté leur chance. Les quelques-uns qui sont assis sur les bancs ne savaient pas pour la grève : « *On m'a dit, c'est la grève. Je me repose avant de rentrer. Je suis venue pour rien* ».

Un peu plus d'activités aux urgences ou un service minimum est assuré, comme en néonatalogie, en salle d'accouchement ou en réanimation. Pour le reste, l'hôpital est à l'arrêt.

Si les syndicats de médecins ne se sont pas associés au préavis déposé par 12 organisations d'agents de santé, certains d'entre eux soutiennent le mouvement, comme cet hématologue : « *Je suis d'accord. On a qu'à cesser*

de déplacer les problèmes. Ces problèmes ont trop duré. Le ministre connaît les problèmes. Donc ils n'ont qu'à venir nous donner une réponse claire et nette. Nous, on veut travailler. Donc il faut que nos infirmiers, nos sages-femmes viennent. Un gynécologue sans sage-femme n'est pas gynécologue. Que cela réglé aujourd'hui ».

Indemnités de logement, de risque sanitaire, de résidence, revalorisation de point d'indice ou de prime d'intéressement... Des revendications pendantes depuis l'an dernier qui n'ont pas trouvé d'écho au gouvernement, comme le souligne Antoine Niamien, secrétaire général adjoint du Syndicat national des infirmiers de Côte d'Ivoire (Synici) : « *Les gouverneurs nous disent, il n'y a pas de moyens alors*



Grève dans le milieu hospitalier

que nous voyons qu'ailleurs, il peut y avoir des moyens. Quand c'est la politique, il y a l'argent. On dégage beaucoup d'argent. Mais quand on dit qu'un secteur est prio-

ritaire, il faut poser des actes forts pour que les gens sentent qu'effectivement, c'est un secteur prioritaire ». Lundi, les syndicats étaient reçus au ministère de la

Fonction publique. La Coordination des syndicats du secteur de la santé décidera ce mercredi de la suite à donner au mouvement.

Source Rfi Afrique